

sant de réduire graduellement le déficit pour ne pas créer de contraintes trop grandes sur les citoyens et sur les entreprises canadiennes.

[Traduction]

Je le répète, monsieur l'Orateur, la fiscalité actuelle avantage déjà beaucoup les petites entreprises. Je reconnais cependant qu'il y a toujours de la place pour des améliorations. S'il est adopté, le bill C-54 leur procurera des avantages supplémentaires et contribuera à ces améliorations. Il contribuera en outre à la croissance et au développement d'un secteur de notre économie que je considère comme primordial.

L'hon. Don Mazankowski (Végréville): Au moment de prendre la parole pour participer au débat consacré à cette importante mesure législative, monsieur l'Orateur, j'estime que je négligerais mes devoirs si je ne répondais pas à deux ou trois observations du ministre. Au cours de son exposé, il a en effet signalé que le bill dont nous sommes saisis est à la fois très technique et très complexe. A ce propos, je l'engagerais fortement à donner suite à l'idée que le député de Moose Jaw (M. Neil) a formulée au cours du débat d'hier. En effet, il serait peut-être temps de présenter une nouvelle loi de l'impôt sur le revenu qui soit rédigée dans une langue adaptée non pas aux ordinateurs, mais aux contribuables canadiens.

Puisque le ministre s'en est pris à l'opposition en l'accusant de ne pas traiter des aspects essentiels du bill, je l'invite à lire lui-même ou à faire lire très attentivement par ses collaborateurs certains de nos exposés. Il pourra ainsi constater que nous avons formulé de très importantes recommandations auxquelles il pourrait donner suite.

Le ministre a dit que nous devrions prendre note des éléments positifs de ce bill. Je me permettrai de lui dire qu'il ne faudrait pas bien longtemps pour parcourir la liste des éléments positifs de ce projet de loi, de sorte que le débat tiendrait à peu de choses. Deuxièmement, il vaut la peine de rappeler à la Chambre qu'il y a un an, lorsque nous étions saisis d'un projet de loi similaire, une mesure budgétaire, le ministre et ses collègues semblaient faire passer leur bien-être politique avant celui des Canadiens. Pour parler franchement, quand ils étaient à notre place, quand ils occupaient les banquettes de l'opposition, nous ne les avons certes pas vus rechercher les éléments positifs dans les projets de loi que nous avons proposés. Aussi, je suppose que ce qui vaut pour l'un vaut aussi pour l'autre.

Une voix: C'est vous qui en avez souffert.

M. Mazankowski: Ce sont les Canadiens qui en ont souffert. Cela m'amène à dire qu'il est bien difficile de prendre part à ce débat sans rappeler les événements d'il y a un an. Il convient de rappeler qu'il y a un an, notre pays était plongé dans une campagne électorale d'hiver dans laquelle nous avait entraînés l'alliance libérale-néo-démocrate qui estimait que le Canada pouvait continuer à courir au désastre économique et continuer à se payer une politique d'énergie à bon marché. Nous estimions alors devoir nous engager dans une autre voie pour établir une politique énergétique et une politique économique qui fussent réalistes.

Impôt sur le revenu—Loi

Pendant toute la durée de la campagne électorale, l'atmosphère a été chargée de débats plutôt aigres, de nombreux affrontements entre l'Est et l'Ouest, qui en fait existent encore aujourd'hui. Ce qui trouble le plus les Canadiens de l'Ouest, c'est le fait que le gouvernement qui occupe aujourd'hui les banquettes ministérielles y ait accédé en faisant valoir une plate-forme et des politiques trompeuses et cyniques. Il n'y a pas de doute là-dessus. Les néo-démocrates les ont aidés et encouragés par tous les moyens possibles et imaginables. Il était plutôt intéressant de les voir haleter et souffler pour des élections l'an dernier parce qu'ils voyaient les choses du même œil que les libéraux de l'opposition, en tout et partout. Les libéraux ont proposé des solutions instantanées, très aguichantes politiquement et, bien sûr, les néo-démocrates se devaient de rallier un certain appui s'ils voulaient obtenir la balance du pouvoir.

Une voix: Ne soyez pas si amer.

M. Mazankowski: Aujourd'hui, quelques-uns des députés néo-démocrates les mieux éclairés essaient de s'extirper de cette alliance. C'était un lien avantageux à l'époque mais ils se rendent compte maintenant qu'il est plutôt embarrassant car ils sont conscients des pressions qui s'exercent dans l'ouest du Canada où on leur reproche de ne pas s'occuper de leurs circonscriptions et de leurs électeurs en ne défendant pas les intérêts véritables des gens qui les ont élus pour les représenter à la Chambre. L'alliance entre les néo-démocrates et les libéraux fait l'objet de critiques.

Hier soir, le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) a fait un grand discours dans lequel il s'est efforcé de se démarquer des politiques du parti libéral. Je devrais rappeler aux députés la déclaration qu'a faite en juin dernier le critique financier de ce parti concernant la loi sur le pouvoir d'emprunt et au cours de laquelle il a dit, et je cite cet extrait tel qu'il figure à la page 2063 du *hansard* du 12 juin:

Le gouvernement est incapable de répondre à cette question. Il y a des contradictions flagrantes entre les déclarations que le gouvernement actuel faisait à propos des déficits, des dépenses et de la façon d'éliminer les déficits, à propos de la nature de l'imposition et de la récession et à propos de ce que le parti libéral ferait une fois élu, et ses réalisations depuis son arrivée au pouvoir.

Ce que le critique financier du parti libéral disait avant les élections est tout à fait le contraire de ce que le gouvernement actuel dit depuis les élections. Cette contradiction criante, nous devons la signaler, la signaler sans répit aux Canadiens. Mais, par-dessus tout, le parti d'en face est un parti dénué de tout principe et de toute conviction, et qui n'adhère à aucune philosophie, qu'elle soit politique ou économique.

● (1550)

Aujourd'hui, les choses se présentent un peu différemment. Ils trouvent plus pratique de s'allier au gouvernement sur des questions telles que la constitution. Nous ne savons pas quelle est au juste leur position sur la question énergétique mais point n'est besoin de préciser que l'on entend plusieurs sons de cloche parmi eux. Le premier ministre de la Saskatchewan dit une chose, le député de Regina-Ouest (M. Benjamin) en dit une autre; le député de Yorkton-Melville (M. Nystrom) en dit encore une autre et quant au député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) il nous parle de pensions. En fait c'est le sauve-qui-peut général chez eux.